



■ Moyen terme ■ 2014-2018

Synthèse de la rencontre : « Compétitivité et facteurs de développement, quels enjeux statistiques pour les années à venir ? »

20 juin 2013

La rencontre « Compétitivité et facteurs de développement, quels enjeux statistiques pour les années à venir ? » s'est tenue le 20 juin sous la présidence de Jean-Pierre Duport, président du Cnis. Elle a été consacrée à identifier les principaux défis pour la statistique publique dans le cadre de la réflexion à moyen terme du Cnis.

Lionel FONTAGNÉ a introduit les deux premières tables rondes de la matinée en rappelant différentes définitions de la compétitivité y compris celle réduite à la compétitivité des échanges qui, par un effet miroir, permet aux forces et faiblesses d'une économie de se révéler. Pour introduire les sujets traités dans les deux premières tables rondes, il a présenté quelques points de contexte qui invitent d'une part à tenir compte des comportements microéconomiques des firmes, et d'autre part à analyser les processus de production à l'échelle mondiale.

Isabelle MÉJEAN, professeure à l'École polytechnique, a exposé son point de vue sur l'hétérogénéité des firmes et la compétitivité hors prix. Après un état des lieux de la recherche en commerce international, elle a axé son exposé sur la compétitivité « hors-prix » en insistant sur les besoins de mieux mesurer les déterminants de la qualité, de connaître les éléments stratégiques intragroupes et les réseaux de distribution.

Denis FERRAND, Directeur général de COE Rexecode a ensuite exposé l'enquête de Rexecode auprès d'un échantillon d'importateurs. Cette enquête, qui existe depuis 20 ans, les interroge sur leur perception des produits français relativement à ceux d'autres pays. Une question plus récente sur la variété des fournisseurs aboutit au constat, en dynamique, d'une certaine atrophie de la base industrielle française.

Marie-José KOTLICKI, secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (UGICT-CGT), adhère à la conception de la compétitivité de l'union européenne, c'est à dire globale et soutenable. Il faut comparer des données comparables. Par exemple, s'agissant du coût du travail, le financement privé obligatoire de la protection sociale n'est pas pris en compte dans les statistiques étrangères et de l'OCDE.

Pour, Gabriel COLLETIS, professeur de sciences économiques à l'université de Toulouse 1, pendant longtemps, le devenir des groupes ou des grandes entreprises françaises s'est confondu avec celui de l'industrie et de la nation françaises. Ce qui était bon pour Renault était bon pour la France. Gabriel Colletis a ainsi soulevé plusieurs questions pour l'observation statistique. Par exemple, l'importance de distinguer les types d'unités statistiques, et de pouvoir suivre la dynamique des groupes : leur commerce intra-groupe, leur prix de transfert et leur ancrage territorial. Il a également évoqué la nécessité de différencier les performances des groupes français des groupes étrangers et de s'intéresser aux revenus d'investissement sortants comme entrants.

Enfin, pour Frédéric BOCCARA, expert mondialisation à l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'enjeu est de comprendre l'hétérogénéité des entreprises et la diversité des ratios ou des indicateurs de compétitivité. Il propose un groupe de travail Insee/ Banque de France/Douanes afin de re-situer de façon cohérente les entreprises dans leur contexte mondial.

La deuxième table ronde était consacrée à la mesure de l'économie nationale.

Michel HOUDEBINE, chef de service à la direction générale du Trésor a insisté sur les difficultés de faire des comparaisons internationales. Il a en outre exprimé ce qu'il attendait de la statistique

publique, notamment sur le coût des services, la connaissance des entreprises ayant des difficultés pour accéder aux marchés internationaux, l'optimisation fiscale des groupes

Ronan MAHIEU a lui aussi abordé la question de la comparabilité des données internationales, et a pointé des écarts importants sur des indicateurs clefs (part de la valeur ajoutée, taux de marge des sociétés non financières lors de comparaisons avec l'Allemagne).

L'exposé de Grégori COLIN, économiste, Medef-Groupement des professions de services, enseignant à l'Essec était consacré à l'identification des effets de compétitivité et d'entraînement des échanges extérieurs de services, leurs liens avec les échanges de produits manufacturés.

François MOURIAUX, directeur de la Balance des paiements, Banque de France a montré la portée et les limites des statistiques externes comme grille de lecture de la compétitivité nationale.

La contribution classique de la balance des paiements aux analyses de compétitivité consiste à mesurer la répartition géographique des importations et exportations de biens et leur évolution. Toutefois, la globalisation – au travers de ses composantes que sont le développement des processus de production transfrontière, les structures de plus en plus élaborées des groupes multinationaux, la mobilité internationale du travail, les innovations financières – met en cause la pertinence de la mesure de compétitivité des échanges de biens manufacturés en tant que « valeur approchée raisonnable » de la compétitivité globale. Il a donc proposé de mesurer les échanges internationaux en « valeur ajoutée ».

La 3^{ème} table ronde de la journée était consacrée à la compétitivité sous l'angle du financement des entreprises.

Gunther Capelle-Blancard, qui a présidé la séance de l'après-midi, a introduit la troisième table ronde en resituant la question du lien « financement des entreprises et compétitivité » dans le contexte de la crise. En effet, il ne suffit pas de sécuriser le secteur financier mais il faut également œuvrer à la disponibilité des financements pour les entreprises.

Isabelle JOB, chef économiste du groupe Crédit agricole SA a montré que la statistique publique est à l'épreuve de deux évolutions récentes majeures : la mondialisation et la désintermédiation financière qui devraient induire de nouveaux produits financiers sur les marchés. Dans ce nouvel environnement complexe, il serait nécessaire de suivre les prix et les liquidités de ces nouveaux produits et notamment le coût, facteur de compétitivité, pour les entreprises.

Jean-Paul NICOLAÏ, chef du département économie et finances du Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) a montré le rôle des grandes entreprises dans le financement de l'économie (d'abord le rôle des grandes entreprises dans le financement de l'économie et l'impact sur la compétitivité, ensuite le financement des grandes entreprises elles-mêmes et son impact sur leur compétitivité). Certains domaines seraient particulièrement à suivre : le financement des jeunes pousses par le private equity, les services financiers qui accompagnent la vente de produits, le risque de liquidité, le financement du capital sur les marchés internationaux ...

Christian PFISTER, adjoint au directeur général des statistiques à la Banque de France a présenté le suivi statistique du financement des entreprises élaboré par l'Eurosystème et la Banque de France. Il a montré que le financement des entreprises, déjà bien connu avant la crise, a fait l'objet d'un dispositif statistique renforcé depuis, ce qui s'est traduit par de nouvelles collectes ciblées. Enfin, il a dressé un panorama du financement des entreprises en France en établissant un contraste entre les grandes entreprises disposant de moyens de financement diversifiés et les PME se finançant essentiellement par crédit bancaire

Filippo DI MAURO, conseiller au département recherche de la Banque Centrale Européenne, a terminé cette journée en présentant le réseau européen de recherche sur la compétitivité qui allie approches macroéconomiques et micro économiques.

Jean-Luc TAVERNIER a tracé des premières perspectives en rappelant les grands chantiers de la statistique publique comme le profilage et l'analyse des groupes non financiers. Il a également relevé certaines difficultés d'une part pour mesurer la compétitivité hors-coûts et d'autre part pour établir des statistiques cohérentes et comparables au niveau international, notamment avec l'Allemagne.

Jean-Pierre DUPORT a conclu cette journée en saluant la richesse des interventions et des débats et en invitant les participants à poursuivre le dialogue au sein du Cnis.